

Christine Lagarde :
Les élites n'ont pas conscience de ce qui se passe

Les Echos

11 novembre 2018



RICHARD HIAULT – DOMINIQUE SEUX Le 09/11 /2018
Christine Lagarde – Nicolas Guerbe pour « Les Echos »

La directrice du Fonds monétaire international, Christine Lagarde répond aux Echos et se dit inquiète de l'évolution politique du monde.

De passage à Paris dans le cadre d'une soirée privée organisée par son ancien cabinet d'avocat Baker McKenzie, la directrice du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, se montre préoccupée par l'évolution politique du monde. Pour la première fois, en 2017, le nombre de régimes démocratiques est en recul. La poussée des populismes et des régimes autoritaires est inquiétante.

Quel est le sujet majeur de préoccupation de la directrice générale du FMI quand elle regarde le monde ? Economique ou politique ?

Il est incontestablement politique. La situation économique conjoncturelle n'est pas alarmante en l'état, même s'il faut la surveiller de près et même s'il y a des inquiétudes structurelles fortes, par exemple sur le niveau d'endettement. En revanche, je suis profondément préoccupée par l'évolution politique du monde qui peut entraîner de lourdes conséquences économiques.

Nathalie Loiseau, ministre française aux Affaires européennes, a utilisé cette formule : « On est en train de jouer 50 nuances de brun. » Elle parlait de l'Europe et c'est très fort...

La référence au « brun » est évidemment redoutable. Je crois que la situation requiert une grande vigilance, mais sans oublier la perspective historique. Si on regarde le monde depuis une quarantaine d'années, que voit-on ? Il y a eu une progression du nombre de régimes démocratiques, une amélioration significative du niveau de vie général, une réduction massive de la grande pauvreté et une amélioration spectaculaire de la santé mesurée par l'allongement de la durée de vie et la diminution de la mortalité infantile. Il est vrai que, pour la première fois en 2017, le nombre de régimes démocratiques a légèrement reflué. Les élections récentes ont montré la poussée des populismes et une appétence pour des régimes autoritaires, de droite comme de gauche, qui est vraiment préoccupante.

Peut-on ranger sous la même bannière populiste ce qui se passe aux Etats-Unis, aux Philippines, au Brésil ou en Italie ?

Non, chaque pays a ses idiosyncrasies, mais l'on constate dans de nombreux pays les mêmes phénomènes : un tassement du niveau de vie des classes moyennes et une aggravation des inégalités, surtout aux Etats-Unis et en Chine, mais aussi en Allemagne ce qui est nouveau. Il en résulte une attirance pour des thèses simplistes et populistes, une inquiétude à l'égard de la mondialisation et des technologies ainsi qu'une colère contre des élites qui n'ont pas été sanctionnées pour les erreurs commises. Aux Etats-Unis mêmes, malgré l'intensité du débat sur l'immigration, c'est bien la question des niveaux de vie qui domine. Bien plus qu'en Europe où la question migratoire est plus importante.

Est-ce la fin du monde que nous avons connu depuis la chute du mur de Berlin ?

A partir des années 1990, le monde s'est pendant vingt ans organisé autour d'un face-à-face que je qualifie de bienveillant entre les Etats-Unis et la Chine. Cette bienveillance mutuelle s'est transformée en compétition dans de multiples domaines. La prochaine étape déterminera probablement l'équilibre géopolitique vers lequel le monde s'engage.

Les élites ont-elles conscience de ce qui se passe ?

Après la crise de 2008, il y a eu une conscience aiguë de ce qu'il fallait faire : réglementer certains secteurs financiers, relancer les économies, refuser le protectionnisme, préserver et améliorer la coopération. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. La réglementation financière recule ici ou là, sous prétexte de simplification. Le laxisme revient. J'ai apprécié que Janet Yellen [*ancienne présidente de la Fed, NDLR*] lance un cri d'alerte il y a quelques jours en rappelant 2007.

Quels risques financiers pointez-vous précisément ?

Les centres des risques ne sont plus les mêmes qu'en 2007. Le secteur bancaire est relativement sécurisé et les risques se sont déplacés à la périphérie du système. De plus, l'endettement global, acteurs publics et privés confondus, a continué d'augmenter. Il représente aujourd'hui 220 % du PIB mondial, en hausse de 60 % en dix ans, soit 182.000 milliards de dollars de dettes. Par ailleurs, 40 % des pays à bas revenus sont en situation inquiétante sur leur niveau de dettes. Or, on le sait, il n'y a que quatre moyens

d'alléger l'endettement : l'inflation, la croissance qui permet de réduire les déficits, l'ajustement budgétaire et... la restructuration !

Quelles peuvent être les réponses aux attentes des peuples autres que le populisme ?

Je vais vous étonner. Le FMI estime que la réponse passe par davantage d'ouverture, notamment sur les services (trop tarifés), ce qui permettrait des gains de productivité. Mais l'essentiel est que la globalisation doit évoluer d'une façon différente, avec un meilleur respect des règles du jeu, ainsi que de l'environnement et un souci délibéré d'inclusion des peuples. Sur bien des points, Donald Trump a raison. La libre concurrence doit être « fair » dans tous les domaines, et je me réjouis que les autorités chinoises aient récemment annoncé leur volonté d'aborder tous les sujets !

Que dites-vous quand vous rencontrez les Chinois ?

Jusqu'à très récemment, ils ont continué de vouloir être considérés comme un pays en développement, ce qui est à la fois exact et hors sujet. Mais, aujourd'hui, ils sont clairement plus disposés à en discuter et l'on ne peut que soutenir les progrès dans ces discussions. La Chine ainsi que le reste du monde ont tout à y gagner.

Donald Trump va-t-il gagner dans son bras de fer contre Pékin ?

Il a des arguments solides. Sa méthode, si elle est soutenue par une stratégie gagnant-gagnant, pourrait permettre de faire avancer les échanges, mais cela ne sera pas facile.

Vous demandez des comportements plus « fair » dans le commerce, cela s'applique-t-il aussi aux géants du numérique ?

Oui, cela doit concerner les Gafa comme les entreprises d'Etat chinoises. L'optimisation fiscale est légitime... jusqu'à un certain point. La taxation des revenus n'est pas le seul sujet sur la table. Il y a aussi le déséquilibre lié à la constitution d'un oligopole sur la gestion des données. Il faudra trouver une solution à toutes ces questions.

Comment faire bouger les lignes ?

Cela n'est pas en allant vers un démantèlement des Google, Baidu et autres que l'on arrivera à un nouvel équilibre favorisant l'arrivée de nouveaux entrants. Ce qui valait pour Microsoft ne vaut pas nécessairement aujourd'hui. Mais il y a incontestablement un problème qui rappelle tout le débat sur les entreprises « too big to fail » en matière financière il y a dix ans.

Estimez-vous que l'économie américaine arrive au bout de son cycle très favorable qui a duré dix ans, ou pas ?

Deux thèses s'affrontent. Le Trésor américain et Donald Trump pensent que la croissance, qui est de 3 % actuellement, peut encore accélérer et passer à 4 %, voire 5 %. La réforme de l'impôt sur les sociétés va encore les aider, estiment-ils. Au FMI, nous pensons que la

relance budgétaire va épuiser ses effets avec le temps et que beaucoup d'investissements ont été déjà anticipés et effectués. Nos prévisions tablent sur un retour de la croissance américaine au niveau de sa croissance potentielle, autour de 2-2,2 %.

Quid du Brésil et de la politique économique du nouveau pouvoir ?

Pour l'heure, le programme du nouveau président n'est pas encore totalement clair. Mais je me réjouis de ses intentions d'engager la réforme des retraites que son prédécesseur, Michel Temer, n'a pu politiquement mettre en oeuvre.

Les mauvais indicateurs de la zone euro augurent d'un trou d'air ou d'un problème plus profond ?

Je constate une amélioration des chiffres du chômage. C'est encourageant. Au-delà, il faut impérativement achever la construction de l'euro et finaliser l'union bancaire. Il faudrait également parachever un grand marché de capitaux, ouvert à l'ensemble des pays de la zone. Mais cela nécessite une volonté politique et une harmonisation a minima des règles des faillites. Il faudra aussi faire évoluer les politiques fiscales. La situation italienne complique quelque peu cette dernière tâche.

Croyez-vous à un scénario d'éclatement de la zone euro ?

Je n'y crois pas. Les Italiens tiennent à la zone euro. La réalité et l'épreuve du pouvoir arrondissent les angles. Le message des marchés produira ses effets. Cela dit, il serait navrant de constater qu'une construction politique ne doive sa survie qu'au pouvoir des marchés financiers.

Angela Merkel, qui a annoncé qu'elle effectue aujourd'hui son dernier mandat, a-t-elle joué un rôle positif dans la construction européenne, et si oui lequel ?

Oui, sans équivoque. Comme tous les chefs de gouvernement de la zone euro, elle a, certes, défendu son pays, son système, ses banques, ses exportations. Durant la crise de 2008, aux côtés de Nicolas Sarkozy, elle a joué un rôle déterminant pour tenir les économies de la zone euro.

En France, quel bilan tirez-vous des réformes entreprises depuis un an et demi et que reste-t-il à faire ?

L'ensemble des réformes d'Emmanuel Macron pour redonner de l'élan, débloquer l'économie, pour réencourager le travail, l'esprit entrepreneurial, sa détermination à réformer pour les pérenniser les régimes de retraites, et notamment les régimes spéciaux, apporter de la flexibilité dans le Code du travail, améliorer réellement la formation professionnelle, et maintenant revoir le régime des allocations du chômage est vraiment impressionnant. Sur la réforme de la dépense publique qui nous tient à coeur, le gouvernement doit encore développer sa copie. En dehors des coups de rabot, on attend de voir comment tout cela va s'opérer. La France a tellement d'atouts et l'attente de France dans le monde est réelle et forte.

Comment concilier le projet d'harmonisation fiscale européenne et la tentation d'utiliser l'arme fiscale pour attirer les entreprises sur son territoire ?

En matière fiscale, la problématique change profondément. Par exemple, avec le BEPS destiné à lutter contre l'optimisation fiscale des entreprises, avec la mise en place de l'échange automatique d'informations fiscales qui se répand ou les efforts en direction des paradis fiscaux. Sur l'impôt sur les sociétés, la course vers le plus bas taux d'imposition entraîne tous les pays du monde vers un plus faible taux. Par ailleurs, se pose la question du taux et de l'assiette de cette imposition. Il subsiste encore trop d'exemptions, d'exonérations, de niches, ce qui aboutit à une situation confuse et trop complexe. L'Europe gagnerait à être plus transparente et plus lisible dans ce domaine, et la question du revenu nécessaire au financement de la dépense publique continuera néanmoins de se poser.

On vous a prêté ces derniers mois des ambitions pour un poste européen. Vous avez démenti. Cela ne vous aurait pas intéressé ?

Je vais terminer mon mandat au FMI en juin 2021.

Pour finir, pensez-vous voir d'ici à la fin de votre mandat le début d'une démondialisation ?

Il va falloir trouver les moyens de réinsérer les identités, les cultures et les langues dans une économie mondiale mieux ouverte. Retourner aux vieilles frontières commerciales serait terriblement dangereux. Il faut réinventer une autre mondialisation, un nouveau multilatéralisme.

Emmanuelle Duten, Richard Hault et Dominique Seux